

## POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

# Quelle sera l'incidence économique des nouveaux plans fédéraux en matière d'immigration?

Par Randall Bartlett, directeur principal de l'économie canadienne

## Faits saillants

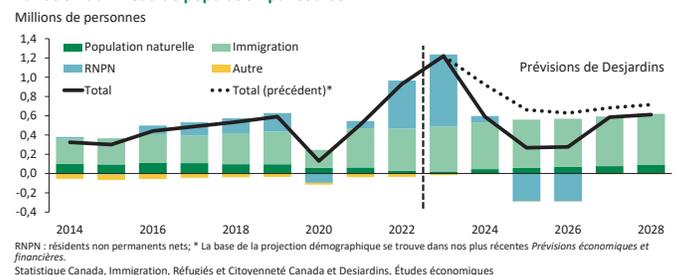
- ▶ Le 21 mars dernier, le gouvernement fédéral a annoncé vouloir réduire d'environ 500 000 le nombre de résidents non permanents au pays d'ici la fin de 2026. Cette annonce nous amène à revoir nos prévisions économiques pour le Canada et à réfléchir à la manière dont elles pourraient changer si ces nouvelles politiques étaient pleinement appliquées.
- ▶ Les changements proposés visent à améliorer l'abordabilité et sont susceptibles d'augmenter la productivité du travail, le PIB réel par habitant et la croissance moyenne des revenus réels. Cependant, une telle diminution du rythme de croissance de la population entraînera un ralentissement de la croissance du PIB réel et de l'emploi, ce qui pèsera sur l'inflation. Cela renforce notre scénario de baisses de taux commençant en juin, ainsi que notre prévision selon laquelle ces baisses seront plus nombreuses que ce à quoi s'attendent la plupart des économistes.

Nous avons publié nos plus récentes [Prévisions économiques et financières](#) (PEF) le jeudi 21 mars 2024 au matin. Le même jour, à 13 h, de nouvelles informations ont été communiquées, et celles-ci ont des répercussions importantes sur les perspectives. En effet, le gouvernement fédéral a annoncé un plan visant à réduire le nombre de résidents non permanents au Canada, qui passerait d'environ 2,5 millions aujourd'hui à environ 2 millions dans trois ans. (Veuillez noter que la mise à jour de nos prévisions officielles sera publiée à la mi-avril et que l'analyse présentée ici doit être considérée comme un scénario.)

**Pour atteindre l'objectif fixé par le gouvernement fédéral, le nombre de résidents non permanents nets (RNPN) devrait se contracter pendant au moins quelques années (graphique 1).** Il faudrait donc que les résidents non permanents soient plus nombreux à quitter le Canada qu'à y entrer. Une baisse du nombre de RNPN de cette ampleur serait sans précédent, même si on la compare à celles observées lors de récessions et de chocs des cours du pétrole dans le passé (graphique 2 à la page 2).

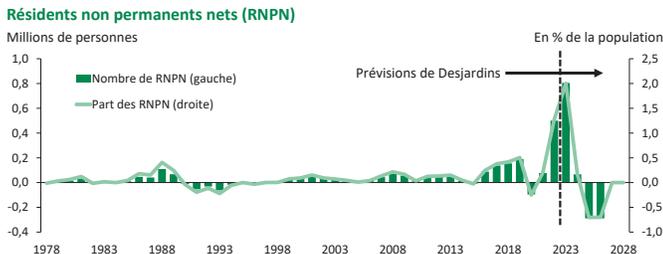
## Graphique 1

**Le nombre de RNPN pourrait devoir être négatif pour permettre l'atteinte des cibles du gouvernement**  
Variation du niveau de population par source

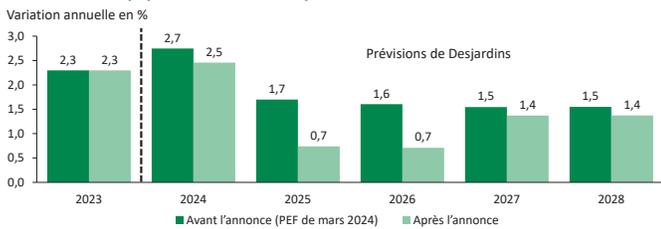


**Compte tenu du rôle central qu'ont joué les RNPN dans l'augmentation du nombre d'habitants au Canada ces dernières années, cette contraction prévue nous oblige à réviser à la baisse nos prévisions de croissance démographique (graphique 3 à la page 2).** Pour 2024, la croissance de la population en âge de travailler ne devrait être que légèrement inférieure à notre prévision antérieure. L'effet se fera surtout sentir en 2025 et en 2026. Pour ces deux années,

**Graphique 2**  
La réduction proposée des admissions de RNPN est sans précédent



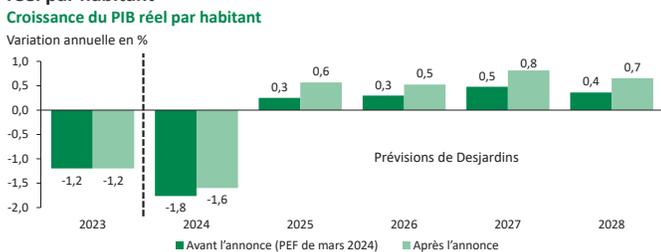
**Graphique 3**  
Les changements aux admissions de RNPN freineront considérablement la croissance démographique



nous projetons maintenant une croissance moyenne annuelle de 0,7 %, contre 1,7 % auparavant. Pour plus de détails sur notre projection démographique précédente, qui était largement alignée sur les prévisions de la Banque du Canada, consultez notre [Point de vue économique](#) publié au début de 2024.

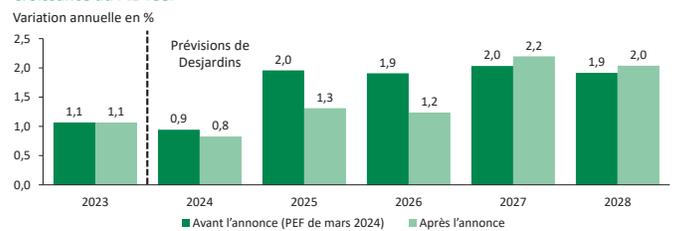
**Le ralentissement de la croissance de la population pèsera sur l'ensemble de l'activité économique, mais nous estimons que le PIB réel par habitant sera plus élevé que ce qui était prévu auparavant (graphique 4).** C'est en partie parce que la croissance de la productivité pourrait être plus élevée.

**Graphique 4**  
Les changements aux admissions de RNPN devraient faire augmenter le PIB réel par habitant



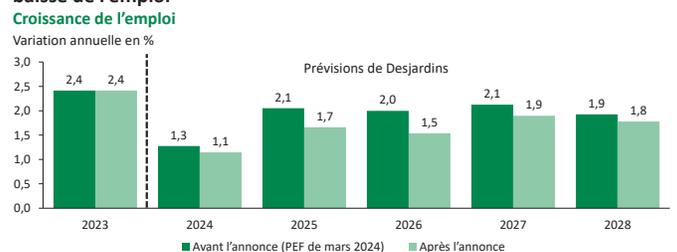
**Cependant, la croissance globale du PIB réel devrait être inférieure à notre projection précédente, car une progression plus importante de la productivité est peu susceptible de contrebalancer entièrement une expansion démographique plus faible (graphique 5).** De plus, comme la croissance du PIB potentiel ne devrait pas ralentir autant que celle du PIB réel, l'écart de production prévu sera encore plus négatif que ce qui a été présenté précédemment.

**Graphique 5**  
La croissance démographique plus faible devrait faire diminuer la croissance globale du PIB réel



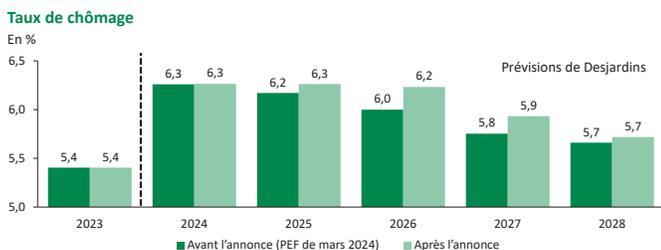
**Cette faiblesse de la croissance du PIB réel se reflétera aussi sur le marché du travail, puisque l'évolution de l'emploi risque d'être inférieure aux prévisions formulées dans nos dernières prévisions (graphique 6).** Cela dit, l'effet sur la croissance de l'emploi sera probablement plus modeste que celui sur le PIB réel. Même si l'emploi total est plus faible dans le scénario de RNPN moins nombreux, le taux d'emploi serait quant à lui plus élevé. C'est parce qu'on s'attend à ce que la population diminue davantage que l'emploi. De plus, on peut penser que les pénuries de main-d'œuvre qui durent depuis la fin de la pandémie – et qui augmentent les besoins en résidents non permanents – persisteront dans une certaine mesure avec le vieillissement de la population.

**Graphique 6**  
La croissance plus faible de la population et du PIB réel se traduira par une baisse de l'emploi



**Le taux d'emploi augmente dans notre scénario de RNPN moins nombreux, mais le taux de chômage augmente lui aussi (graphique 7).** Cela s'explique par le fait que les résidents non permanents sont moins susceptibles d'être sans emploi que d'autres groupes démographiques. Le retrait complet de ces travailleurs de la population active pourrait signifier que les Canadiens et Canadiennes sans emploi formeraient une plus grande partie de cette population. L'écart de production négatif plus important n'aide pas non plus. Cela dit, nous croyons que les changements de politique proposés se traduiront par un taux de chômage légèrement plus faible en 2030 que ce que nous évoquions dans nos dernières projections. Les personnes âgées représenteront alors une part plus importante de la population en âge de travailler, mais celles-ci ont historiquement beaucoup moins participé au marché du travail.

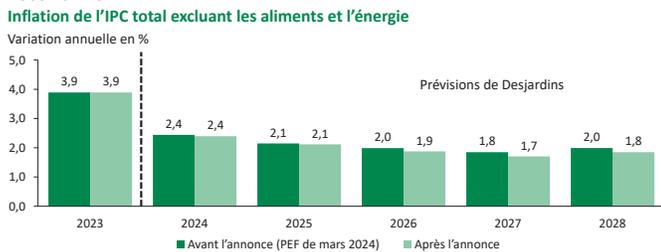
**Graphique 7**  
L'activité économique plus faible fera augmenter le taux de chômage



PEF : Prévisions économiques et financières  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

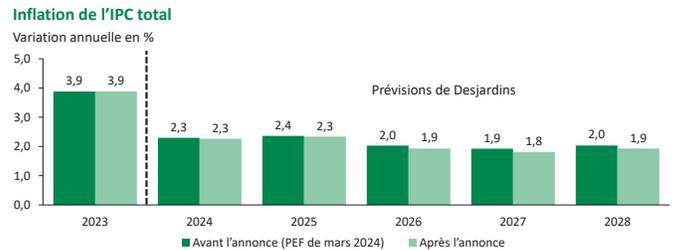
**Une activité économique plus modeste et un taux de chômage plus élevé devraient exercer une pression à la baisse supplémentaire sur l'inflation de base au Canada (graphique 8).** Cette pression se fera aussi sentir sur l'inflation totale, mais dans une moindre mesure, car les prix des aliments et de l'énergie sont moins sensibles aux fluctuations cycliques de l'économie nationale (graphique 9).

**Graphique 8**  
L'inflation de l'IPC de base ralentira probablement en conformité avec l'économie



PEF : Prévisions économiques et financières  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

**Graphique 9**  
L'inflation fondamentale plus faible se reflètera dans l'inflation totale

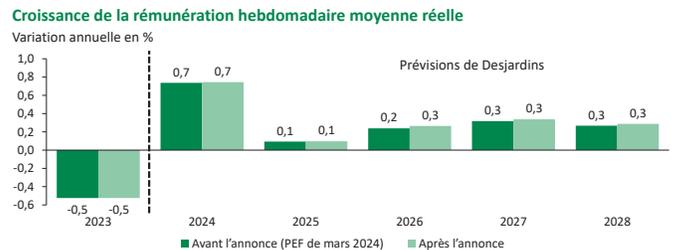


PEF : Prévisions économiques et financières  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

**Devant la faiblesse de l'économie et le recul de l'inflation engendrés par la diminution du nombre de RNPN, la Banque du Canada devrait réagir en réduisant le taux de financement à un jour.** Cela renforce notre scénario selon lequel les baisses de taux commenceront en juin. Cela suggère également que, si l'économie évolue conformément aux hypothèses présentées ici, notre scénario voulant que les baisses de taux seront plus nombreuses que ce à quoi s'attendent la plupart des économistes est encore plus susceptible de se concrétiser.

**La baisse de l'inflation devrait fournir un léger élan favorable à la croissance réelle des bénéfices, aidant ainsi les ménages canadiens à reprendre le terrain perdu pendant la pandémie (graphique 10).** Pour les ménages, il s'agit donc d'une bonne nouvelle. Mais pour l'ensemble de l'économie, cela ne suffira pas à contrebalancer la baisse de la consommation causée par une croissance plus faible de la population.

**Graphique 10**  
L'inflation plus faible devrait donner un élan modeste à la croissance des salaires réels



PEF : Prévisions économiques et financières  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

**Il faut noter également que ce changement de politique risque d'avoir des répercussions négatives sur le résultat net du gouvernement fédéral.** C'est parce que la croissance plus lente du PIB nominal pèse plus lourd sur les revenus et que des taux d'intérêt plus faibles font reculer la consommation. Il faut donc s'attendre à ce que le gouvernement du Canada enregistre des déficits plus importants et s'endette davantage. Pour les provinces, les répercussions seront plus mitigées en raison des effets divergents sur les dépenses de programmes. Par exemple, une réduction des coûts en santé à court terme pourrait s'accompagner d'un besoin de hausser le financement des institutions postsecondaires pour compenser la perte de frais de scolarité du côté des étudiants étrangers. Cependant, à long terme, notre [analyse](#) suggère que le vieillissement de la population aura un effet néfaste inéluctable sur les finances provinciales, et en l'absence de gains de productivité importants, la réduction du nombre de RNPN ne fera qu'exacerber la pression sur les finances publiques. (Nous publierons des analyses supplémentaires sur les implications fiscales et économiques pour les provinces dans les prochaines semaines.)

**En conclusion, le ralentissement de la croissance démographique atténuera la pression sur la demande de logements et de services publics, mais il aura aussi des conséquences néfastes sur l'économie.** L'expansion démographique a, en grande partie, permis au Canada d'éviter la récession en 2023, mais ce vent favorable à la croissance est sur le point d'arrêter de souffler. Et même si des baisses de taux sont à venir, la demande refoulée pour des logements et l'offre toujours limitée font en sorte que l'abordabilité ne s'améliorera probablement pas beaucoup dans un avenir prévisible. Une vague de renouvellements hypothécaires à des taux plus élevés est également à nos portes. Il reste à voir comment cela se traduira dans un contexte de faible activité économique.